



Mairie de Combs-la-Ville
Esplanade Charles de Gaulle
B.P. 116 - 77 385 Combs-la-Ville Cedex
Tel. : 01 64 13.16.00
wwwcombs-la-ville.fr

A R R E T E n° 2024 / 226- A

REFECTION EN ENROBE SUR CHAUSSEE ET TROTTOIR 26 RUE SERMONOISE ENTREPRISE ESTP

LE MAIRE,

VU Le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3, L.2211-1,

VU Le Code de la voirie routière,

VU Le Code de la Route et notamment ses articles, L325-1 et les suivants, R 417-10 et R.417-11,

VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié,

VU Le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

VU L'arrêté municipal 2016/385A relatif au stationnement abusif,

CONSIDERANT Qu'il importe de réglementer le stationnement et la circulation afin d'assurer la sécurité publique pendant les travaux de réfection en enrobé sur chaussée et trottoir à effectuer par l'entreprise **ESTP – TSA 70011 – CHEZ SOGELINK – 69134 DARDILLY CEDEX.**

ARRETE

ARTICLE 1 : **Jeudi 2 mai 2024, de 9h30 à 15h00, l'entreprise ESTP est autorisée à occuper la voie publique :**
- 26, rue Sermonoise

ARTICLE 2 : **Afin de permettre l'exécution des travaux, la circulation est fermée à la circulation, sauf riverains, de 9h30 à 15h00.**
Point de fermeture : rue de Moissy / rue Sermonoise.
Une déviation est mise en place via : rue de Moissy / rue de l'Abreuvoir / rue du Bois l'Evêque / rue du Marché / rue du Chêne / Place St Jean / fin de déviation.

ARTICLE 3 : Le stationnement est interdit au droit du chantier et considéré comme gênant des deux côtés de la chaussée dans la voie susvisée.

- ARTICLE 4 :** La signalisation temporaire doit être conforme au manuel du chef de chantier voirie urbaine volume 3 suivant le schéma 6.01.
- ARTICLE 5 :** Les véhicules en infraction seront verbalisés conformément aux textes en vigueur et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais de leur propriétaire.
- ARTICLE 6 :** La signalisation temporaire doit être mise en place par l'entreprise susvisée, 48 heures avant le début des travaux.
Afin d'assurer la protection des piétons, il y a lieu de laisser un cheminement libre de 1.20m minimum de large, jalonné de barrières métalliques.
Celui-ci doit être accessible aux personnes à mobilité réduite.
L'installation d'une rampe d'accès est obligatoire en présence de quelque obstacle qui soit.
- ARTICLE 7 :** L'entreprise susvisée doit prendre des précautions pour éviter, dans toute la mesure du possible de salir les abords du chantier en cause ainsi que les chaussées empruntées éventuellement par ses transports de terre ou de matériaux. Les véhicules devront être chargés correctement pour ne pas perdre en cours de route une partie de leur contenu. L'entreprise procédera à des nettoyages périodiques, voire journaliers, des abords et chaussées intéressés.
- ARTICLE 8 :** Monsieur le Commissaire central de la Circonscription d'Agglomération de Melun Val de Seine,
Monsieur le Chef de Service de Police Municipale,
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 9 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.

Fait à Combs-la-Ville, le

07/05/24



Le Maire
Guy GEOFFROY